



Presidency of Malta
Council of Europe
May - November 2025

Présidence de Malte
Conseil de l'Europe
Mai - Novembre 2025



Conférence sur la prévention et la lutte contre les crimes de haine

19-20 juin 2025
Strasbourg, France

Conseil de l'Europe, Palais de l'Europe

Organisé par le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) du Conseil de l'Europe sous les auspices de la Présidence maltaise du Comité des Ministres

BIOGRAPHIE DES INTERVENANT·ES



* : Traduction non officielle



Presidency of Malta
Council of Europe
May - November 2025

Présidence de Malte
Conseil de l'Europe
Mai - Novembre 2025



Sessions

Déclarations d'ouverture _____	3
Session plénière : Prévenir et lutter contre les crimes de haine, y compris les discours de haine pénalement répréhensibles _____	5
Atelier 1 : Criminalisation des discours de haine en ligne, signalement, collaboration avec la police et orientation des victimes _____	8
Atelier 2 : Normes des droits humains et rôle de la police _____	10
Présentation de la Recommandation CM/Rec(2024)4 sur la lutte contre les crimes de haine – définitions et champ d'application _____	12
Orientations spécifiques pour la police _____	16
Directives spécifiques pour les procureur·es _____	19
Soutien aux victimes, prévention et collecte de données en lien avec les crimes de haine _____	22
Conclusions et clôture _____	25

Déclarations d'ouverture

Bjørn Berge

Secrétaire Général adjoint, Conseil de l'Europe, France



Bjørn Berge est depuis le 1^{er} mars 2021 Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe.

A ce titre, il est amené à intervenir dans un certain nombre de domaines clés des travaux de l'Organisation, notamment pour dispenser des conseils et superviser la mise en œuvre de l'agenda de réforme de la Secrétaire Générale, dans le droit fil des décisions et priorités du Comité des Ministres.

L'une de ses priorités consiste à élaborer le Programme et Budget, tout en veillant à ce que les activités de l'Organisation aient un impact maximum pour faire progresser la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit. Il supervise aussi la politique du personnel du Conseil de l'Europe, ainsi que d'autres secteurs clés des travaux de l'Organisation.

Avant de prendre cette fonction, Bjørn Berge a été pendant quatre ans Directeur général et Secrétaire du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

De 2009 à 2017, il a occupé le poste de Directeur du Cabinet du Secrétaire Général et de la Secrétaire Générale adjointe. Il a ainsi contribué à la préparation, à la coordination et à la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes globales de l'Organisation.

Bjørn Berge compte plus de trente années d'expérience professionnelle à l'international.

Auparavant, en tant que membre du corps diplomatique norvégien, il a été Conseiller du Premier ministre pour les affaires internationales et Directeur adjoint du Cabinet du ministre des Affaires étrangères chargé de toutes les questions relatives au Parlement. Il a également été le rédacteur des discours de trois ministres norvégiens des Affaires étrangères.

Bjørn Berge a publié plusieurs ouvrages sur un certain nombre de thèmes portant sur la rédaction de discours et l'art du discours, ainsi que des articles sur le mandat et les travaux du Conseil de l'Europe.

Boursier Fulbright, il est titulaire d'un Master en relations internationales délivré par la Paul Nitze School of Advanced International Studies (SAIS), Université Johns-Hopkins, Washington D.C., Etats-Unis.

The Hon Rebecca Buttigieg

Secrétaire parlementaire à l'Égalité et aux Réformes, Malte

The Hon Rebecca Buttigieg occupe actuellement le poste de secrétaire parlementaire à l'Égalité et aux Réformes au sein du Bureau du Premier ministre. Elle est titulaire d'une licence en Relations internationales de l'Université de Malte et a poursuivi ses études à l'Université d'Édimbourg, où elle a obtenu en 2015 un master en Criminalité mondiale, Justice et Sécurité. Hon Buttigieg a commencé sa carrière à l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, avant d'acquérir une expérience à l'étranger en tant que chargée de politique à la Représentation



permanente de Malte auprès de l'Union européenne, durant la présidence maltaise du Conseil de l'Union européenne. En 2017, elle a travaillé comme porte-parole au ministère de l'Économie, puis plus récemment au ministère de l'Intérieur, de la Sécurité nationale et de l'Application de la loi. La secrétaire parlementaire Rebecca Buttigieg a été incluse cette année dans la liste des 40 jeunes leaders européens (EYL40) par le groupe de réflexion bruxellois Friends of Europe. Elle a présenté sa candidature aux élections générales pour la première fois en 2022 et a ensuite été élue au Parlement. L'honorable Rebecca Buttigieg est mariée à Andrea et ils ont une fille, Valentina.

Erik Adell Hellström, *Modérateur*

Président du CDADI, Suède



Erik Adell Hellström est président du Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion du Conseil de l'Europe. Il est également directeur adjoint chargé de la coordination des affaires européennes et internationales à la division des droits humains et des questions de discrimination au ministère suédois de l'Emploi. Auparavant, il a travaillé pour plusieurs ministères à divers postes, ainsi que dans le secteur privé. Lors de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne en 2023, il a coordonné les travaux sur les droits fondamentaux et l'égalité de traitement, et a exercé la fonction de président du Groupe de travail sur les droits fondamentaux, les droits des citoyens et la libre circulation des personnes. Il a été nommé expert dans plusieurs enquêtes publiques portant sur les droits humains, la non-discrimination et les minorités nationales. Il est titulaire d'une maîtrise en droit (LL.M.) de l'Université de Stockholm, avec une spécialisation en droit international public et en arbitrage, ainsi que de formations complémentaires en administration des affaires et en science politique.

Session plénière : Prévenir et lutter contre les crimes de haine, y compris les discours de haine pénalement répréhensibles

Erik Adell Hellström, Modérateur

Président du CDADI, Suède



Erik Adell Hellström est président du CDADI du Conseil de l'Europe. Il est également directeur adjoint chargé de la coordination des affaires européennes et internationales à la division des droits humains et des questions de discrimination au ministère suédois de l'Emploi. Auparavant, il a travaillé pour plusieurs ministères à divers postes, ainsi que dans le secteur privé. Lors de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne en 2023, il a coordonné les travaux sur les droits fondamentaux et l'égalité de traitement, et a exercé la fonction de président du Groupe de travail sur les droits fondamentaux, les droits des citoyens et la libre circulation des personnes. Il a été nommé expert dans plusieurs enquêtes publiques portant sur les droits humains, la non-discrimination et les minorités nationales. Il est titulaire d'une maîtrise en droit (LL.M.) de l'Université de Stockholm, avec une spécialisation en droit international public et en arbitrage, ainsi que de formations complémentaires en administration des affaires et en science politique.

Roberto Bortone

*Bureau national de lutte contre les discriminations raciales (UNAR),
Département pour les opportunités égales de la Présidence du Conseil des ministres
Vice-président de l'(ADI-ROM, Italie)*

Roberto Bortone (Rome, 1979) vit et travaille à Rome. Il est titulaire d'un doctorat en pédagogie et travail social. Au sein de l'UNAR (Office national contre la discrimination raciale), il s'engage dans la protection des groupes minoritaires — en particulier les communautés Roms et Sintis — ainsi que dans la lutte contre les phénomènes discriminatoires dans les médias et en ligne. Il est coordinateur de plusieurs projets européens portant sur les discours de haine en ligne et a contribué à l'adoption du Code de conduite de l'UE contre les discours de haine illégaux en ligne, ainsi qu'à la rédaction de la Recommandation CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine, adoptée par le Conseil de l'Europe en 2022. Il est vice-président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM). Roberto Bortone est l'auteur de nombreux articles portant sur les intersections entre discrimination, racisme, discours de haine, transformation numérique et communication. Il a exploré la relation entre dynamiques discriminatoires et processus d'intégration des communautés roms dans son ouvrage *A Future to Be Written: European Pathways to Roma Education* (Istisss Ed., 2013). Il a enseigné la sociologie des relations ethniques à l'Université Roma Tre. Son livre le plus récent, *The Last Prejudice: Antigypsyism Between Past and Present*, coédité avec Alessandro Pistecchia, a été publié en 2025 par Nuova Cultura.



Jo Goodey

Responsable de l'Unité Justice, Numérique et Migration, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)



Dr Joanna Goodey est responsable de l'« Unité Justice, Numérique et Migration » à l'Agence de l'Union européenne pour les droits fondamentaux (FRA). Le travail de cette unité couvre les domaines suivants : la justice et la sécurité intérieure — y compris la police ; les données et la numérisation — incluant l'intelligence artificielle et les services numériques ; ainsi que la migration et l'asile. L'unité allie recherche sociojuridique et conseils fondés sur des preuves. Dans le cadre de ses fonctions, Joanna préside le groupe de travail sur les enquêtes de l'Agence — les enquêtes menées par la FRA ayant largement documenté les expériences de différents groupes face aux crimes de haine. Parmi ses autres responsabilités, Joanna a précédemment présidé le Réseau des agences de l'UE sur le conseil scientifique et a été membre du Groupe d'experts de haut niveau de la Commission européenne sur l'intelligence artificielle. Avant de rejoindre la FRA, dès le milieu des années 1990, elle a été maîtresse de conférences en criminologie et justice pénale — d'abord à la Faculté de droit de l'Université de Sheffield, puis à l'Université de Leeds. Elle a également été chercheuse pendant deux ans au Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime, et a régulièrement été chercheuse invitée à l'Institut Max Planck pour l'étude du crime, de la sécurité et du droit à Freiburg. Elle est l'auteure de l'ouvrage académique *Victims and Victimology: Research, Policy and Practice* et coéditrice du livre *Integrating a Victim Perspective within Criminal Justice: International Perspectives*. À ce jour, elle a publié de nombreux articles académiques et chapitres de livres — notamment sur les victimes d'infractions, la traite des êtres humains, les violences faites aux femmes, ainsi que sur les méthodologies de recherche.

Renee Laiviera

Commissaire de la Commission nationale pour la promotion de l'égalité (NCPE) de Malte

Renée Laiviera est actuellement commissaire de la Commission nationale pour la promotion de l'égalité (NCPE), ainsi que directrice exécutive par intérim de la NCPE. Elle occupe des postes de direction dans la fonction publique maltaise depuis 1998, année où elle a été nommée directrice des droits des femmes. Elle a également siégé dans plusieurs commissions et comités gouvernementaux. Renée Laiviera est active dans le secteur associatif depuis de nombreuses années. Jusqu'en mai 2013, elle a occupé les fonctions de membre exécutive du Lobby européen des femmes et de présidente de la Confédération maltaise des organisations de femmes. Elle est actuellement membre indépendante de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), un organe de surveillance du Conseil de l'Europe, ainsi que membre du Comité consultatif sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, qui assiste la Commission européenne dans l'élaboration et la mise en œuvre de propositions législatives et d'initiatives politiques en matière d'égalité entre les sexes et d'égalité des chances. En mars 2007, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, l'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Malte lui a rendu hommage pour son courage exceptionnel et son leadership dans la promotion des droits et de l'émancipation des femmes à Malte. L'université de Malte lui a décerné le titre de Master of Letters (Honoris Causa) le 1er novembre 2019. Le 5 août 2021, Renée Laiviera a reçu la plus haute distinction internationale du Forum économique des femmes (WEF) 2021 – « Femme de la décennie en matière d'égalité de genre », remise par le Conseil d'affaires Malte-Inde de la Chambre de commerce et d'industrie des femmes indiennes (WICCI).



Jennifer Schweppe

Professeure de droit à l'Université de Limerick, co-directrice du Centre européen d'études sur la haine, Irlande



La professeure **Jennifer Schweppe**, titulaire d'un BCL (Études juridiques européennes), d'un LLM (Recherche), d'un diplôme de troisième cycle en pratique académique (Grad Dip) et d'un doctorat (PhD) (elle), est professeure à la Faculté de droit de l'Université de Limerick et [co-directrice du Centre européen d'études](#) sur la haine au sein de cette institution. Ses recherches portent sur l'intersection entre le droit et la justice sociale, et son engagement à comprendre et à relever les défis auxquels sont confrontés les groupes marginalisés dans le domaine juridique a toujours été une motivation majeure dans sa carrière. Jennifer a reçu de nombreux prix pour son enseignement et a été finaliste en 2012 du Prix européen d'excellence dans l'enseignement en sciences humaines et sociales. Ses travaux explorent la relation entre les communautés minoritaires et les institutions de justice pénale, notamment à travers le prisme des crimes de haine et de l'accès à la justice. Elle a publié largement dans le domaine des crimes de haine et est coéditrice de deux ouvrages majeurs : *The Globalisation of Hate* (Oxford University Press, 2016, avec le coéditeur Mark Walters) et *Critical Perspectives on Hate Crime* (Palgrave, 2017, avec les coéditrices Amanda Haynes et Seamus Taylor). Elle est également co-éditrice (avec Mark Walters, Imran Awan, Mika Hagerlid et Alexander Kondadov) du volume à paraître *European Handbook on Hate Crime*, qui sera publié par De Gruyter. Elle a publié des articles clés dans plusieurs revues internationales à comité de lecture, notamment *Criminology and Criminal Justice*, *Criminal Justice Policy Review*, *Crime, Law and Social Change*, *Journal of Hate Studies* et *European Journal on Criminal Policy and Research*. Avec le professeur Mark Walters, elle a co-fondé en 2013 le Réseau international pour les études sur la haine (International Network for Hate Studies, INHS) dont elle a été codirectrice de 2013 à 2023. Elle siège désormais au conseil consultatif de ce réseau. Jennifer a été nommée par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe experte indépendante sur les crimes de haine auprès du Comité d'experts sur les crimes de haine du Conseil de l'Europe.

Atelier 1 : Criminalisation des discours de haine en ligne, signalement, collaboration avec la police et orientation des victimes

Robert Gajda, *Modérateur*

Commissaire à la protection contre la discrimination

Membre du CDADI au nom de l'Albanie



Robert Gajda, PhD

Commissaire à la protection contre la discrimination, Albanie

« nommé par décision n° 60 du 5 avril 2018 de l'Assemblée de la République d'Albanie, pour un mandat de cinq ans renouvelables une fois ». Titulaire d'un doctorat en Justice constitutionnelle et droits fondamentaux de l'Université de Pise (Italie, 2015), il a auparavant enseigné le droit constitutionnel et le droit administratif à l'Université d'Elbasan. Il mène une activité académique soutenue, avec la publication d'articles scientifiques, la participation à des actes de colloques et l'organisation de conférences. En 2017, il a publié une

monographie intitulée *Les recours constitutionnels individuels dans l'ordre juridique albanais. Aspects comparés*, chez Bonomo Éditeur, Bologne. Robert Gajda collabore activement avec la société civile, notamment dans la promotion des droits humains, en tant que formateur, enseignant, organisateur de cliniques juridiques et chercheur associé. Il est également engagé dans des initiatives citoyennes, en collaboration avec des intellectuels, étudiants, ONG et autres acteurs de la société civile. Ses domaines d'expertise couvrent le droit constitutionnel, les droits humains, l'application effective du droit, le gouvernement local, le droit administratif et le conseil juridique. Depuis novembre 2021, il est membre élu du Conseil exécutif d'EQUINET (Réseau européen des organismes pour l'égalité), pour un mandat de deux ans. L'institution du Commissaire pour la protection contre la discrimination (CPD) est une autorité publique indépendante dotée de plusieurs compétences : – elle traite les plaintes pour discrimination présumée – elle mène des études indépendantes sur la discrimination – elle publie des rapports, émet des recommandations et avis juridiques – elle mène des actions de sensibilisation aux droits fondamentaux, et en particulier aux principes d'égalité et de non-discrimination.

Ahmed Gaafar

Directeur, Point de signalement de REspect! im Netz, Allemagne

Ahmed Gaafar dirige REspect! im Netz, une plateforme de signalement et de soutien dédiée à la promotion du courage civique numérique et à la construction d'une culture en ligne respectueuse et inclusive. REspect! apporte son soutien aux personnes ciblées par la discrimination en ligne, les discours de haine et d'autres formes de violence numérique — à l'intersection de la défense des droits humains, de la lutte contre les discriminations et de l'éducation à la citoyenneté. L'un des piliers de son travail repose sur une coopération étroite avec les autorités judiciaires et policières, notamment l'Office fédéral de la police criminelle (BKA) et les parquets régionaux.

Cette collaboration vise à faire respecter le principe selon lequel ce qui est illégal hors ligne doit également l'être en ligne, de manière exécutoire et punissable. En favorisant la responsabilité juridique dans les espaces numériques, Ahmed Gaafar contribue à combler le fossé entre les lois existantes et leur application concrète dans le monde en ligne. REspect! est reconnu



comme trusted flagger dans le cadre du **Règlement sur les services numériques (DSA)**, et signale directement aux plateformes les contenus manifestement illégaux — tels que l’incitation à la haine, les menaces ou la propagande extrémiste — pour un examen prioritaire et un retrait rapide. Au cœur de la mission d’Ahmed Gaafar se trouve la **protection des valeurs démocratiques à l’ère numérique**. En reliant les cadres juridiques à l’engagement de la société civile, il donne aux individus et aux communautés les moyens de résister à l’hostilité en ligne et de défendre leurs droits — œuvrant ainsi pour un internet plus juste, plus sûr et plus démocratique pour toutes et tous.

Katharina Goede

Conseillère juridique et cheffe de projet, HateAid gGmbH, Allemagne



Katharina Goede est conseillère juridique et cheffe de projet au sein de l’organisation de défense des droits humains HateAid, basée à Berlin. En plus de lutter contre la violence numérique, son travail porte sur la régulation des plateformes et la mise en œuvre du Digital Services Act (DSA). Elle a étudié le droit aux universités de Göttingen et de Madrid, en se spécialisant en droit international public et droit européen, et a effectué son stage juridique à Francfort-sur-le-Main. Lors de son stage, elle a travaillé pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Genève ainsi que pour l’équipe des droits humains de la mission permanente de l’Allemagne auprès des Nations Unies à New York. Après avoir réussi l’examen du barreau, elle a rejoint HateAid.

Elena Haig

*Chargée de mission juridique et politique,
Direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST),
Commission européenne*

Elena Haig est juriste et conseillère en politiques à la Commission européenne. Elle possède une solide expérience universitaire et pratique en matière de droits fondamentaux. Elle travaille actuellement à la Direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST) de la Commission européenne sur la lutte contre les discours de haine et les crimes de haine. Dans ce cadre, elle se consacre à la mise en œuvre effective du cadre juridique de l’UE en matière de lutte contre les discours de haine et les crimes de haine, y compris en ce qui concerne les dimensions en ligne. Elle dirige notamment un groupe de travail au sein du groupe de haut niveau de l’UE sur la lutte contre les discours de haine et les crimes de haine, et travaille sur la mise en œuvre du code de conduite de l’UE sur la lutte contre les discours de haine illégaux en ligne, en collaborant régulièrement avec un large réseau de parties prenantes actives dans ce domaine. Auparavant, tant à la Commission européenne que dans des organisations de la société civile, elle a couvert un large éventail de domaines politiques, notamment la protection des données internationales, la lutte contre la corruption, l’aide humanitaire et le droit commercial. Elena est titulaire d’un master en droit européen du Collège d’Europe, Collège d’Europe de Bruges, d’une licence en droit international et européen et d’une licence en philosophie de l’Université de Groningue.



Atelier 2 : Normes des droits humains et rôle de la police

Manuel Peinado Benítez

*Ambassadeur de formation de l'Association européenne des policiers LGBT (EGPA)
Policier, Espagne*



Manuel Peinado Benítez est président de l'association nationale espagnole de policiers LGTBI+ Gaylespol et agent des Mossos d'Escuadra, la force de police catalane, à Barcelone. Il est expert en droits humains et en question liées à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre et à la diversité des caractéristiques sexuelles. Il a également coordonné de nombreux programmes de formation pour les forces de police, tant au niveau national qu'eupéen. Il a été président de la Fédération catalane des organisations LGTBI+ et est actuellement ambassadeur de formation pour l'Association européenne de la police LGBT (EGPA). Il collabore avec le Conseil de l'Europe sur les questions liées aux crimes de haine et est co-auteur du manuel « La police face aux crimes de haine contre les personnes LGTBI : Formation pour une réponse policière professionnelle ». Il a dirigé des événements clés axés sur la lutte contre la LGTBIphobie au sein des institutions policières et au-delà, en promouvant une approche professionnelle, inclusive et fondée sur les droits humains. Il est également l'un des principaux intervenants dans les conférences sur la diversité dans le sport et les projets éducatifs avec les académies de police. Avec plus de vingt ans d'expérience dans le domaine de l'application de la loi, il combine l'engagement institutionnel et l'activisme. Il est un défenseur reconnu des droits des personnes LGTBI, y compris la visibilité des caractéristiques sexuelles. Grâce à son rôle de leader au sein de Gaylespol, il promeut une transformation profonde vers une force de police plus juste, plus diversifiée et plus orientée vers la communauté en Espagne.

Saúl Castro

Avocat et consultant spécialisé en droits humains, LGTBI, droit pénal international et contentieux stratégique, Espagne

Saúl Castro Fernández est un politologue et avocat galicien basé à Madrid, spécialisé en droits humains, droit anti-discrimination et contentieux stratégique. Son travail professionnel inclut la pratique juridique en indépendant ainsi que le conseil auprès de diverses ONG telles que Gehitu, No Binaries España, la Plataforma Trans, Euforia, ILGA et Women's Link, en plus de dossiers privés. En tant qu'avocat, son expertise dans la conception de recours contentieux anti-discrimination lui permet de maîtriser les principaux standards internationaux des droits humains pour une enquête adéquate des crimes discriminatoires à l'encontre des personnes LGTBI. Il est également membre de l'équipe Diversité sexuelle et de genre d'Amnesty International Espagne. Castro Fernández est à l'avant-garde des actions judiciaires majeures en défense des droits LGTBI. Parmi celles-ci figurent son rôle de procureur populaire dans l'affaire présumée du tueur en série sur Grindr à Bilbao, la suppression d'affiches haineuses anti-LGTBI d'extrême droite, ainsi que l'enquête et la sanction des campagnes transphobes de Hazte Oír par autobus. Il a aussi initié la première demande légale en Espagne pour l'enregistrement d'un troisième genre au registre civil à destination des personnes non binaires, et a engagé diverses procédures contre des entreprises impliquées dans des crimes de haine. En 2020, Saúl a fondé l'Association espagnole contre les thérapies de conversion. Par cette



organisation, il a enquêté sur plus de 80 auteurs en Espagne, lançant une douzaine de procédures à leur encontre ainsi que contre des administrations espagnoles pour leur manquement à enquêter. Une victoire importante est survenue en avril 2023 avec l'ouverture de la première procédure pénale européenne contre un thérapeute pratiquant la thérapie de conversion. Il a depuis initié d'autres affaires judiciaires, notamment une contre l'Église catholique. Ses recherches approfondies sont publiées dans son livre *Ni Enfermos Ni Pecadores* (Penguin Random House, juin 2022).

Présentation de la Recommandation CM/Rec(2024)4 sur la lutte contre les crimes de haine – définitions et champ d'application

Wolfram Bechtel, *Modérateur*

Secrétaire du CDADI



Wolfram Bechtel est Secrétaire du Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) du Conseil de l'Europe. Le CDADI dirige les travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe visant à promouvoir l'égalité pour tous et toutes à construire des sociétés qui offrent une protection efficace contre la discrimination et la haine, qui garantissent une participation égale à la vie politique et publique pour tous et toutes, sans discrimination pour quelque motif que ce soit, et où la diversité est respectée.

Marion Adam

Cheffe de l'Unité Nationale de Lutte contre la Haine en Ligne (PNLH)

Cheffe de l'Unité Nationale de Lutte contre la Haine en Ligne (PNLH) depuis septembre 2024, cheffe par intérim de la Section Presse, Protection des Libertés et Lutte contre la Haine en Ligne (AC2) depuis février 2025 au Parquet de Paris. Nous sommes 7 magistrats, assistés par 5 greffiers et 3 assistants qualifiés, travaillant notamment dans les domaines de la haine en ligne au niveau national ainsi que sur Paris : crimes de haine, discriminations, infractions de presse, violations du secret et infractions commises par les forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions. Magistrat depuis 2009, j'ai occupé plusieurs postes dans différents parquets en France avant de rejoindre en 2015 la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces du ministère de la Justice, où j'ai travaillé comme rédactrice dans le bureau chargé de la rédaction des normes législatives et réglementaires en droit pénal spécial (criminalité organisée, droit pénal du travail, santé publique, probité, etc.). J'ai ensuite rejoint la section AC2 du parquet de Paris en 2019 et participé à la création de la PNLH en 2021.

Stephanie Öner

Cheffe adjointe d'unité, Direction générale du droit pénal, ministère de la Justice, Autriche

Expérience professionnelle

- Depuis 2024 : **cheffe adjointe d'unité à la Direction générale du droit pénal au ministère de la Justice**. Nombreuses publications et conférences dans le domaine du droit pénal, notamment sur la haine en ligne et les crimes de haine. Présidente du Comité d'experts sur les crimes de haine du Conseil de l'Europe (2022-2023 ; [PC/ADI-CH Comité d'experts sur les crimes de haine \(coe.int\)](#)).
- **Chargée de cours en droit pénal** à l'Université de Vienne (jusqu'en 2012) et à la Fachhochschule Wiener Neustadt (programme d'études en commerce et cybercriminalité ; actuellement).
- 2017-2024 : greffière dans deux unités à la Direction Générale du droit pénal au ministère de la Justice



- 2012-2016 : juge au tribunal correctionnel de Vienne
- 2008 : assistant de recherche à la Cour suprême d'Autriche (droit pénal)
- 2006-2010 : assistant (« post-doc ») à l'Institut de droit pénal (Université de Vienne)
- 2005-2006 : assistant (« prae-doc ») à l'Institut de droit pénal (Université de Vienne)

Compétences : droit des médias, loi autrichienne sur l'interdiction du national-socialisme de 1947, stratégie autrichienne contre l'antisémitisme, responsabilité pénale des personnes morales, criminalité en col blanc, droit de la procédure pénale.

Formation

- 1999-2003 : études de droit à l'Université de Vienne
- 2003-2006 : thèse de doctorat à l'Université de Vienne (Titre : « Union européenne et droit pénal autrichien »)

Joel Salmon

*Responsable de l'équipe politique contre la haine antimusulmane et l'antisémitisme
ministère du Logement, des Communautés et des Collectivités territoriales, Royaume-Uni*



Joel Salmon travaille depuis plusieurs années dans les domaines des crimes de haine, des communautés et des politiques d'égalité, avec un accent constant sur les thématiques suivantes :

- Antisémitisme et islamophobie/haine antimusulmane
- Communautés de foi
- Cohésion communautaire et intégration
- Questions raciales et égalités
- Langues régionales et minoritaires

Depuis 2021, Joel occupe un poste de haut fonctionnaire au sein du ministère britannique du Logement, des Communautés et du Gouvernement local, où il dirige actuellement l'équipe dédiée à l'antisémitisme et à la haine antimusulmane. À ce titre, il supervise le nouveau groupe de travail indépendant du gouvernement britannique chargé de conseiller sur une nouvelle définition de l'islamophobie/haine antimusulmane, dont la publication est prévue plus tard cette année. Auparavant, Joel a dirigé l'équipe internationale des Communautés et de l'Intégration du ministère, collaborant avec des organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe et les Nations Unies. Il était responsable pour le Royaume-Uni du suivi et de la mise en œuvre de cadres essentiels en matière de droits humains, notamment la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (FCNM), la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), ainsi que la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ICERD). Joel représentait également le Royaume-Uni au sein du secteur de travail sur les langues autochtones, minoritaires et peu utilisées du Conseil britannique-irlandais, travaillant avec les administrations des îles Britanniques pour promouvoir et protéger les langues minoritaires. Avant de rejoindre le gouvernement, Joel a acquis une expertise approfondie sur les questions de haine religieuse, de foi et d'égalité au sein du Board of Deputies of British Jews, l'organe représentatif national de la communauté juive britannique. Il y a collaboré avec les gouvernements britanniques et internationaux sur un large éventail de sujets, dont l'antisémitisme, l'éthique médicale, les coroners, la culture et l'éducation.



Formation et diplômes académiques

- 1999 : Professeur
- 1997 : Dr. jur. (LL.D.)
- 1980 : Cand. jur. (LL.M.)

(a) Activité professionnelle actuelle

- Depuis 2022 : Membre du conseil d'administration du Bureau d'aide juridique gratuite de Gellerupparken, Aarhus
- Depuis 2018 : Membre de l'ECRI (Commission européenne contre le racisme et l'intolérance) pour le Danemark
- Depuis 2015 : Membre du Conseil danois de l'égalité de traitement

(b) Activités au niveau national/local

- 1999-2024 : Professeur de droit, Université d'Aarhus
- 2013-2016 : Membre du Conseil d'appel des réfugiés danois
- 2009-2016 : Membre du conseil d'administration de l'Institut danois des droits de l'homme
- 2006-2021 : Président du conseil d'administration du Bureau d'aide juridique gratuite d'Aarhus
- 2003-2009 : Membre de la Commission des affaires juridiques du Conseil de l'Ordre des avocats danois
- 1999-2009 : Membre de la Commission d'enquête publique sur les activités du Service de sécurité civile danois
- 1999-2001 : Membre du Comité pour l'incorporation des conventions relatives aux droits de humains dans la législation danoise, créé par le ministère danois de la Justice
- 1997-1999 : Maître de conférences associé, Faculté de droit, Université de Copenhague
- 1993-1997 : Chercheur principal au Centre danois des droits de l'homme
- 1987-1994 : Membre du Conseil d'appel des réfugiés danois
- 1983-1995 : Assistant et maître de conférences associé, Faculté de droit, Université d'Aarhus
- 1980-1983 : Chercheur et assistant professeur, Faculté des sciences sociales, Université d'Aalborg

(c) Activités au niveau international

- 2020-2024 : Responsable de lot de travail et membre du comité de pilotage du projet de recherche Horizon 2020 ASILE
- 2012-2017 : Membre du conseil d'administration de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA)
- 2010-2014 : Membre du groupe de pilotage du programme de recherche ESF GLOTHRO (Globalisation et obligations transnationales en matière de droits de l'homme)
- 2007-2008 : Coordinateur thématique et national de l'étude sur la conformité de la législation nationale avec les directives européennes sur l'asile et l'immigration, menée par le réseau académique Odysseus pour la Commission européenne
- Depuis 1999 : Membre du réseau académique Odysseus sur les études juridiques en immigration et asile en Europe
- Depuis 1999 : Membre de comités d'évaluation pour des thèses de doctorat et des postes académiques dans plusieurs universités européennes (Bergen, Oslo, Tromsø, Göteborg,

Compétences linguistiques

- Anglais : courant
- Allemand : autonome
- Français : autonome

Publications et autres travaux

- *Refugees as future returnees? Anatomy of the 'paradigm shift' towards temporary protection in Denmark*. Bergen : CMI Report no. 6, 2022
- « *Legislative and Judicial Strategies in Danish Law: Accommodation or Evasion of International Obligations?* », *Nordic Journal of International Law* 2022, vol. 91, n°1, pp. 124-147
- « *Asylum Procedures Directive 2013/32/EU* », dans Daniel Thym & Kay Hailbronner (dir.), *EU Immigration and Asylum Law: Article-by-Article Commentary*, 3e éd., München - Oxford - Baden-Baden : Verlag C.H. Beck, 2022, pp. 1429-1539
- *Denmark's Legislation on Extraterritorial Asylum in Light of International and EU Law*, avec Nikolas Feith Tan. Bruxelles : Odysseus Network, 2021 ([Denmark's Legislation on Extraterritorial Asylum in Light of International and EU Law – EU Immigration and Asylum Law and Policy](#))
- « *Amended Proposal for an Asylum Procedure Regulation* », dans Sergio Carrera (dir.), *The European Commission's legislative proposals in the New Pact on Migration and Asylum*. Bruxelles : Parlement européen - Département des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles, 2021, pp. 65-80
- « *Asylum Procedure* », avec Álvaro Botero, dans Cathryn Costello, Michelle Foster, Jane McAdam (dirs.), *The Oxford Handbook of International Refugee Law*. Oxford : Oxford University Press, 2021, pp. 588-606
- *Temporary asylum and cessation of refugee status in Scandinavia: Policies, practices and dilemmas*, avec Jan-Paul Brekke et Rebecca Thorburn Stern. Oslo : European Migration Network Norway Occasional Papers, 2020
- « *Understanding the crisis of refugee law: Legal scholarship and the EU asylum system* », avec Rosemary Byrne et Gregor Noll, *Leiden Journal of International Law* 2020, vol. 33, n°4, pp. 871-892
- *Human Rights and the Dark Side of Globalisation: Transnational law enforcement and migration control*, avec Thomas Gammeltoft-Hansen (dirs.). Londres - New York : Routledge, 2017

Ok Kyong Park-Bhasin, *Modératrice*

Responsable de l'analyse des politiques, Norvège

Ancienne membre du PC/ADI-CH



Expérience :

- Depuis 2024 : Responsable de l'analyse des politiques
- 2013-2024 : Conseillère principale, ministère de la Justice et de la Sécurité publique
- 2002-2013 : Conseillère, ministère de la Justice et de la Police

Diplômes académiques :

- Cand. Polit., Sciences politiques, Université d'Oslo, Norvège
- Master en Sciences politiques, Université Kyung Hee, Corée du Sud
- Licence en Sciences politiques, Université Kyung Hee, Corée du Sud

Expertise : Ok Kyong Park-Bhasin possède une formation académique en sciences politiques en Norvège et en Corée du Sud. Elle travaille au sein du gouvernement norvégien depuis plus de 20 ans. Elle occupe actuellement le poste de responsable de l'analyse des politiques au ministère de la Justice et de la Sécurité publique. Son travail porte principalement sur la lutte contre la criminalité et la prévention, avec un focus particulier sur la criminalité environnementale et les crimes de haine. Elle dispose d'une riche expérience dans l'élaboration de plans d'action gouvernementaux liés à la lutte contre la discrimination, le racisme et les crimes de haine. Elle a contribué à la rédaction de trois récents plans d'action du gouvernement norvégien : un nouveau plan d'action contre l'antisémitisme 2025-2030, un plan d'action pour combattre le racisme antimusulman 2025-2030 et un plan d'action contre le harcèlement et la discrimination du peuple Sami 2025-2030. Ces plans d'action contiennent des mesures substantielles contre les crimes de haine. Ils ont été élaborés en parallèle avec le plan d'action sur le racisme et la discrimination et représentent les efforts renouvelés et renforcés du gouvernement norvégien contre le racisme et la discrimination.

Manuel Peinado Benítez

Ambassadeur de formation de l'Association européenne des policiers LGBT (EGPA)

Policier, Espagne

Manuel Peinado Benítez est président de l'association nationale espagnole de policiers LGTBI+ Gaylespol et agent des Mossos d'Escuadra, la force de police catalane, à Barcelone. Il est expert en droits humains et en question liées à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre et à la diversité des caractéristiques sexuelles. Il a également coordonné de nombreux programmes de formation pour les forces de police, tant au niveau national qu'europpéen. Il a été président de la Fédération catalane des organisations LGTBI+ et est actuellement ambassadeur de formation pour l'Association européenne de la police LGBT (EGPA). Il collabore avec le Conseil de l'Europe sur les questions liées aux crimes de haine et est co-auteur du manuel « La police face aux crimes de haine contre les personnes LGBTI : Formation pour



une réponse policière professionnelle ». Il a dirigé des événements clés axés sur la lutte contre la LGTBIphobie au sein des institutions policières et au-delà, en promouvant une approche professionnelle, inclusive et fondée sur les droits humains. Il est également l'un des principaux intervenants dans les conférences sur la diversité dans le sport et les projets éducatifs avec les académies de police. Avec plus de vingt ans d'expérience dans le domaine de l'application de la loi, il combine l'engagement institutionnel et l'activisme. Il est un défenseur reconnu des droits des personnes LGTBI, y compris la visibilité des caractéristiques sexuelles. Grâce à son rôle de leader au sein de Gaylespol, il promeut une transformation profonde vers une force de police plus juste, plus diversifiée et plus orientée vers la communauté en Espagne.

Laurentiu Chipurici

Commissaire principal de police, Bureau d'investigation des crimes de haine, Roumanie



Laurentiu Chipurici est un professionnel dévoué de l'application de la loi, passionné par la justice et déterminé à faire la différence dans la lutte contre la criminalité. Après une brillante carrière au sein de la police roumaine, il occupe actuellement le poste de commissaire de police en chef à l'Inspection générale de la police roumaine (IGPR), au sein de la direction des enquêtes criminelles. Son expertise est ancrée dans les enquêtes criminelles, la coopération policière internationale et la gestion de projets, avec un accent particulier sur la lutte contre les crimes de haine et les activités criminelles transnationales. Tout au long de sa carrière, Laurentiu a eu le privilège de diriger plusieurs projets clés visant à renforcer les capacités nationales en matière de coopération policière internationale et de lutte contre la criminalité. Il s'est fortement impliqué dans des initiatives telles que « Renforcer les capacités nationales dans le domaine de la coopération policière internationale et de la lutte contre la criminalité » et « Lutter contre les crimes de haine et l'extrémisme violent, en particulier à l'encontre de la population Rom », toutes deux financées par le Mécanisme financier norvégien. En outre, il a contribué à des projets de coopération régionale financés par l'UE avec la Moldavie (THOR) et l'Ukraine (SAGA), où il a supervisé la mise en œuvre du projet, coordonné des équipes pluridisciplinaires et apporté son expertise en matière d'enquête sur les crimes de haine. Le parcours professionnel de Laurentiu comprend des contributions significatives à l'opérationnalisation du système d'information Schengen/SIReNE en Roumanie, où il a joué un rôle clé dans la préparation du pays à l'adhésion à l'espace Schengen. Il a également participé activement à des collaborations internationales, notamment à des projets avec EUROPOL et la Commission européenne, et a pris part à de nombreux groupes de travail et réunions opérationnelles axés sur la lutte contre la criminalité organisée. Sur le plan académique, Laurentiu est titulaire d'une licence en droit et d'une licence en sciences économiques avec une spécialisation en finance et banque. Il est également certifié en gestion de projet, avec les certifications PRINCE2® Foundation et Practitioner. Déterminé à renforcer les capacités de la police et à promouvoir la coopération internationale, Laurentiu ne ménage pas ses efforts pour prévenir et combattre les crimes de haine et les activités criminelles transnationales.

Pour plus d'informations, veuillez consulter son profil [LinkedIn](#).

Andrea Čolak

Consultante juridique, Centre européen pour les droits des Roms (ERRC), Serbie



Andrea Čolak est titulaire d'une licence en droit international de la Faculté de droit de l'Université de Belgrade. Pendant ses études, elle a suivi un programme de premier cycle à la Slippery Rock University en Pennsylvanie, aux États-Unis. Elle est actuellement inscrite à un programme de master spécialisé (LL.M.) en droit et genre, approfondissant ainsi son intérêt académique pour les questions d'égalité et de justice sociale. Après avoir terminé ses études de droit, Andrea a effectué un stage professionnel de deux ans dans un cabinet d'avocats basé à Belgrade, acquérant une expérience pratique en représentation devant les tribunaux. Avec plus de quinze ans d'expérience diversifiée dans les domaines de la justice économique et sociale ainsi que de la lutte contre la discrimination, elle a travaillé en tant que consultante juridique, praticienne du droit et responsable d'une organisation non gouvernementale locale. Andrea se spécialise dans le contentieux stratégique lié à l'égalité, à la discrimination ethnique et à l'intersectionnalité des individus et groupes vulnérables. Elle possède une vaste expérience dans l'analyse des politiques gouvernementales, de la législation nationale et des normes internationales des droits humains, ainsi que dans l'évaluation des recours juridiques, des procédures de réclamation et des mécanismes de protection. Son travail est centré sur l'élaboration de stratégies contentieuses visant à contester les violations des droits humains. Andrea a rejoint le Centre européen pour les droits des Roms (ERRC) en 2012 et exerce actuellement en tant que consultante juridique pour la Serbie.

Galina Pleșca

Membre du groupe de travail du CDADI sur le discours de haine et les crimes de haine, République de Moldova

Galina Pleșca est une policière de carrière avec plus de 25 ans d'expérience dans divers domaines de l'application de la loi, avec un accent particulier sur la coopération internationale stratégique et opérationnelle. Depuis 2019, elle coordonne des projets du Conseil de l'Europe visant à promouvoir l'égalité, à lutter contre la discrimination et à lutter contre les crimes de haine au sein des structures policières, contribuant ainsi à faire progresser les valeurs européennes d'unité dans la diversité. Au cours des dernières années, elle a été activement impliquée dans des projets nationaux et internationaux promouvant l'égalité des droits pour toutes les communautés, favorisant la coopération interinstitutionnelle à travers des plateformes de dialogue et renforçant la collaboration internationale. Son travail comprend la participation à divers forums et échanges d'expériences centrés sur le travail avec des communautés vulnérables. En sa qualité de cheffe adjointe de la Direction des relations internationales et des affaires européennes au sein de l'Inspection générale de la police, Galina Pleșca supervise la mise en œuvre des mesures d'intégration européenne entreprises par la police nationale dans les domaines de la prévention de la criminalité, de la sécurité publique et de la sûreté.



Lorenzo Salazar, *Modérateur*

Vice-président du CDPC, Italie



Diplômé en droit « magna cum laude », Lorenzo a rejoint la magistrature italienne en 1982. Juge au tribunal de Busto Arsizio (1984), référendaire au cabinet de l'avocat général italien auprès de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg (1987), membre du cabinet législatif au ministère italien de la Justice (1989), conseiller pour la justice à la représentation permanente de l'Italie auprès de l'UE à Bruxelles (1997), Membre du cabinet du vice-président de la Commission européenne et commissaire à la justice et aux affaires intérieures (2005), directeur des affaires pénales internationales au ministère de la justice (2009), procureur général adjoint auprès de la cour d'appel de Naples (2015). Il a pris sa retraite de la magistrature en 2024 et est actuellement expert principal pour la coopération internationale en matière pénale. Président et vice-président du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), président du Groupe multidisciplinaire sur la corruption (GMC) du Conseil de l'Europe, vice-président du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption (2014-2022), point focal pour l'Italie de la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC). Coordinateur pour les questions pénales de la présidence italienne de l'UE en 2014 et négociateur en chef pour le règlement du Conseil sur le Parquet européen (EPPO). Membre du comité de rédaction de « EUCRIM », édité par le Max Plank Institut. Auteur de nombreux articles dans le domaine de la coopération judiciaire européenne/internationale, de la lutte contre la corruption, de l'OEPP, de la protection des intérêts financiers de l'UE et du droit européen. Co-auteur de plusieurs ouvrages dans le domaine de la coopération judiciaire et du droit pénal européen et international. Orateur dans de nombreuses conférences nationales, européennes et internationales. Membre du conseil d'administration de l'Associazione Italiana Giuristi Europei (AIGE), membre du conseil scientifique de l'Associazione Italiana per la Trasparenza e Anticorruzione (AITRA), membre de l'Associazione Italiana Studiosi Diritto dell'Unione Europea (AISDUE).

Alexandre François

Substitut du procureur du Roi, Magistrat référent VIFS & discriminations, Belgique

Alexandre François est substitut du procureur du Roi de Liège (Belgique).

Il est magistrat de référence en matière de discriminations, crimes et délits de haine et discours de haine ainsi qu'en matière de violences intrafamiliales. Il est également collaborateur scientifique au sein du centre de recherche interdisciplinaire sur la déviance et la pénalité (CRID&P) de l'université catholique de Louvain. Après des études de droit à l'université de Liège, Alexandre François exerce comme avocat au barreau de Verviers durant trois ans, avant de rejoindre le ministère public d'abord, en tant que stagiaire judiciaire auprès du parquet de Liège et ensuite comme substitut du



procureur du Roi auprès du parquet de l'arrondissement du Luxembourg belge. Il restera quatre ans au sein de ce parquet avant de rejoindre le parquet de Liège. Dès l'entame de sa carrière au sein du ministère public, il devient magistrat de référence dans les mêmes matières qu'aujourd'hui. Alexandre François est amené à intervenir régulièrement dans ces matières, tant au niveau belge qu'international. Il a notamment fait partie de la délégation belge pour le Dialogue constructif avec

le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU et a représenté le ministère public belge à des réunions de l'ODIHR (OSCE) sur les crimes et discours de haine.

Alexandre François est l'auteur de plusieurs articles scientifiques ainsi que de deux ouvrages aux éditions Politeia (Bruxelles) :

- Discriminations, crimes et délits de haine : https://www.politeia.be/fr_BE/shop/discriminations-crimes-et-delits-de-haine-15877#attr=743
- Les violences intrafamiliales entre (ex-)partenaires : https://www.politeia.be/fr_BE/shop/les-violences-intrafamiliales-entre-ex-partenaires-16308#attr=1031

Alexandre François est présent sur les réseaux sociaux :

- LinkedIn : <https://www.linkedin.com/in/alexandre-fran%C3%A7ois-5aa574133/>
- Instagram : <https://www.instagram.com/alexandre.francois.omp/>

D.F. (Disa) Jironet

Procureure de la République, Parquet d'Amsterdam, Centre national d'expertise en matière de discrimination, Pays-Bas



Disa Jironet travaille pour le ministère public néerlandais depuis 2008, et occupe le poste de procureure depuis 2017. Elle s'est auparavant spécialisée dans la délinquance juvénile et exerce actuellement la fonction de procureure nationale au Centre national d'expertise sur la discrimination à Amsterdam. Avant de rejoindre le ministère public, elle a travaillé auprès de l'avocate néerlandaise en droits de l'homme Liesbeth Zegveld, ainsi qu'au tribunal pénal international pour l'ex-République yougoslave de Macédoine. Elle est également autrice et conférencière. Son premier livre, *Crime et Compassion* (Ambo|Anthos), a été publié en 2020 et a connu une troisième réimpression dans les six premiers mois suivant sa parution. Elle travaille actuellement sur son deuxième ouvrage. Le fil conducteur de son travail porte sur le rôle de la justice dans la société et sur l'importance de placer les intérêts humains au cœur des systèmes (juridiques) complexes.

María Elena Pertusa Rodríguez

Procureure affectée à l'Unité des crimes de haine et de la discrimination, Bureau du Procureur de l'État, Espagne

Procureure. Unité contre les crimes de haine et la discrimination du bureau du procureur général de l'État, Espagne. Depuis la fin du mois de février 2025, je travaille en tant que procureur adjoint au sein de l'unité de lutte contre les crimes de haine et la discrimination du bureau du procureur général de l'État. L'unité est responsable de la supervision et de la coordination du réseau espagnol de procureurs pour les crimes de haine et coopère et collabore activement avec les administrations publiques, les institutions et les entités de la société civile impliquées dans la lutte contre la discrimination. Auparavant, entre septembre 2022 et ma nomination à mon poste actuel, j'ai travaillé comme conseillère juridique au ministère espagnol de la Présidence, de la Justice et des Relations avec le Parlement.



L'une de mes principales tâches consistait à préparer des rapports techniques et à intervenir dans l'élaboration de projets réglementaires relevant de la compétence de la direction générale du service public de la justice, en travaillant également sur des questions liées à la lutte contre les crimes de haine et la discrimination. Au cours de cette période, j'ai été membre du comité de suivi de l'accord interinstitutionnel de lutte contre le racisme, la xénophobie, la LGBTIphobie et les autres formes d'intolérance, et membre du Conseil d'État des Roms et Gens du voyage. Procureure depuis 2011, j'ai travaillé au bureau du procureur de Barcelone et d'Alcalá de Henares (Madrid). J'ai exercé mes fonctions dans la juridiction pénale, la juridiction de la violence de genre et dans la juridiction civile (famille, handicap et droits fondamentaux).

Kalliopi Theologitou

Membre du CDPC au nom de la Grèce

En tant que procureur depuis 2000, je me consacre principalement aux domaines de l'entraide judiciaire internationale et de la lutte contre les crimes de haine. À ce titre, j'ai suivi le cours HELP sur la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'homophobie et la transphobie, ainsi que le programme de formation des formateurs, procureurs et formation sur les crimes de haine (PAHCT). J'ai également participé à des formations à l'Académie de police. Depuis une dizaine d'années, je suis le point de contact national de la Grèce auprès de l'OSCE - ODIHR, chargé de transmettre les données relatives aux enquêtes, poursuites et décisions judiciaires concernant les crimes de haine, ainsi que de présenter les évolutions et initiatives visant à prévenir et combattre ces infractions. Par ailleurs, je participe aux travaux du Comité européen des problèmes criminels (CDPC) du Conseil de l'Europe.

Soutien aux victimes, prévention et collecte de données en lien avec les crimes de haine

Jennifer Schweppe, *Modératrice*

Professeure de droit à l'Université de Limerick, co-directrice du Centre européen d'études sur la haine, Irlande



La professeure **Jennifer Schweppe**, titulaire d'un BCL (Études juridiques européennes), d'un LLM (Recherche), d'un diplôme de troisième cycle en pratique académique (Grad Dip) et d'un doctorat (PhD) (elle/la), est professeure à la Faculté de droit de l'Université de Limerick et [co-directrice du Centre européen d'études](#) sur la haine au sein de cette institution. Ses recherches portent sur l'intersection entre le droit et la justice sociale, et son engagement à comprendre et à relever les défis auxquels sont confrontés les groupes marginalisés dans le domaine juridique a toujours été une motivation majeure dans sa carrière. Jennifer a reçu de nombreux prix pour son enseignement et a été finaliste en 2012 du Prix européen d'excellence dans l'enseignement en sciences humaines et sociales. Ses travaux explorent la relation entre les communautés minoritaires et les institutions de justice pénale, notamment à travers le prisme des crimes de haine et de l'accès à la justice. Elle a publié largement dans le domaine des crimes de haine et est co-éditrice de deux ouvrages majeurs : *The Globalisation of Hate* (Oxford University Press, 2016, avec le co-éditeur Mark Walters) et *Critical Perspectives on Hate Crime* (Palgrave, 2017, avec les co-éditrices Amanda Haynes et Seamus Taylor). Elle est également co-éditrice (avec Mark Walters, Imran Awan, Mika Hagerlid et Alexander Kondadov) du volume à paraître *European Handbook on Hate Crime*, qui sera publié par De Gruyter. Elle a publié des articles clés dans plusieurs revues internationales à comité de lecture, notamment *Criminology and Criminal Justice*, *Criminal Justice Policy Review*, *Crime, Law and Social Change*, *Journal of Hate Studies* et *European Journal on Criminal Policy and Research*. Avec le professeur Mark Walters, elle a co-fondé en 2013 le Réseau international pour les études sur la haine (International Network for Hate Studies, INHS) dont elle a été co-directrice de 2013 à 2023. Elle siège désormais au conseil consultatif de ce réseau. Jennifer a été nommée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe experte indépendante sur les crimes de haine auprès du Comité d'experts sur les crimes de haine du Conseil de l'Europe.

Tomas Filipiak

Chargé de projet adjoint à l'OSCE (Bureau des institutions démocratiques et des droits humains), Pologne

Tomasz Filipiak occupe le poste de chargé de projet associé au Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE à Varsovie, en Pologne. Il dirige les travaux de l'ODIHR relatifs au soutien aux victimes de crimes de haine, dans le cadre de l'initiative conjointe de l'Union européenne et de l'ODIHR intitulée « Renforcement des structures d'assistance ciblée et de réponse pour les victimes de crimes de haine dans la région de l'OSCE (STARS) », visant à mieux comprendre les besoins et les droits des victimes de crimes de haine. Son expérience antérieure inclut plusieurs postes au sein de l'organisation liés à la lutte contre les crimes de haine, ainsi que des fonctions dans l'administration publique et la société civile. Il est titulaire d'une formation en sciences politiques et en études européennes.



Peter Rigby

Policier, Conseiller stratégique sur l'engagement communautaire et les crimes de haine, Royaume-Uni



Défenseur de l'engagement communautaire et de l'égalité :

Peter Rigby est un policier britannique chevronné, fort de plus de 30 années de service au sein des forces de l'ordre. Il occupe actuellement le poste de sergent de quartier au sein de la police de West Mercia, où il est responsable de l'engagement communautaire et de la cohésion sociale. Parcours professionnel : Tout au long de sa carrière, Peter Rigby s'est principalement investi dans le maintien de l'ordre en milieu urbain, en gérant efficacement la criminalité dans les quartiers sensibles et en travaillant avec des communautés peu entendues. Sa capacité à allier

application équitable et proportionnée de la loi avec des stratégies d'engagement sincères et constantes lui a valu la reconnaissance des communautés et des partenaires, notamment en période de tensions communautaires, de troubles liés au football ou d'actes terroristes. **Avocat des victimes de crimes de haine :** Peter Rigby a consacré une grande partie de sa carrière – ainsi que de son temps personnel – à sensibiliser à la problématique des crimes de haine et à transformer la culture policière à l'égard des communautés sous-représentées. En tant qu'enquêteur spécialisé dans les crimes de haine, il a mené des poursuites contre de nombreux auteurs tout en apportant un soutien continu aux victimes tout au long du processus judiciaire. Il est également le fondateur du projet primé True Vision, première campagne nationale britannique de signalement des crimes de haine, ayant lancé le tout premier portail en ligne dédié à ce signalement – toujours utilisé aujourd'hui. **Formateur et conférencier à l'international :** En parallèle de ses fonctions principales, Peter Rigby donne régulièrement des conférences sur les crimes de haine et l'engagement communautaire. Il dispense fréquemment des formations à des policiers et procureurs à travers l'Europe, en collaboration avec l'ambassade britannique. Ce rôle l'a conduit dans plus de vingt pays, dont l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la Roumanie et la Serbie, où il partage son expérience approfondie avec des publics parfois difficiles. Son engagement indéfectible en faveur de la police de proximité, de l'égalité et de l'inclusion fait de lui une figure influente du paysage policier britannique, œuvrant sans relâche pour une société plus juste et plus équitable.

Pilar Muniesa Tomás

Responsable de l'Office national de lutte contre les crimes de haine (ONDOD) et responsable de la zone système statistique et assistance aux victimes, Espagne

Lieutenant-colonel de la Guardia Civil, titulaire d'une licence en droit et d'un master en sécurité. J'ai débuté ma carrière professionnelle au sein de la Guardia Civil dans des unités de sécurité publique, avant d'intégrer les Unités centrales d'information de la Guardia Civil, où j'ai mené des enquêtes liées au terrorisme international. Par la suite, j'ai rejoint la Direction générale des relations internationales et des étrangers du ministère de l'Intérieur, où j'ai travaillé sur les questions relatives à la gestion des flux migratoires irréguliers et à la protection des frontières extérieures de l'Union européenne. Actuellement, je suis cheffe du système statistique et soutien aux victimes, structure qui regroupe, entre autres, l'Office national de lutte contre les crimes de haine (ONDOD), relevant de la Direction générale de la coordination et des études du Secrétariat d'État à la Sécurité au sein du ministère de l'Intérieur. L'ONDOD agit comme un observatoire de la lutte contre les crimes et incidents de haine en



Espagne. Il définit des orientations stratégiques et coordonne l'action des Forces et Corps de sécurité de l'État à travers les différents plans d'action approuvés ces dernières années et les protocoles mis en place, tels que le « IIIe Plan d'action contre les crimes de haine 2025-2028 » ou encore le Protocole d'action des Forces et Corps de sécurité en matière de crimes de haine et de comportements contraires aux normes juridiques sur la discrimination.

Conclusions et clôture

Dominique Steiger-Leuba, *Introduction et remarques de clôture*

Vice-présidente du CDADI, Suisse



Dominique Steiger Leuba est vice-présidente du CDADI depuis 2024. Elle représente également la Suisse au sein de ce comité depuis sa création en 2020. Depuis 2002, elle est collaboratrice scientifique à l'Office fédéral de la justice, au sein de l'unité de protection internationale des droits humains. À ce titre, elle participe à la représentation de la Suisse dans les procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme et les comités des Nations Unies. Elle a exercé la fonction de vice-présidente du groupe de rédaction sur les mutilations génitales féminines et les mariages forcés (2016–2017), ainsi que du groupe de rédaction sur les droits humains des personnes âgées (2012–2014). Elle a également occupé, pendant dix ans, le poste de déléguée à l'égalité des chances et à la promotion du plurilinguisme à l'Office fédéral de la justice. Dominique Steiger Leuba a effectué ses études universitaires et sa formation juridique à Fribourg (Suisse). Elle s'est ensuite spécialisée en droits humains à l'Université de Bristol, en Angleterre.

Erik Adell Hellström, *Clôture*

Président du CDADI, Suède

Erik Adell Hellström est président du CDADI du Conseil de l'Europe. Il est également directeur adjoint chargé de la coordination des affaires européennes et internationales à la division des droits humains et des questions de discrimination au ministère de l'Emploi suédois. Auparavant, il a travaillé pour plusieurs ministères à divers postes, ainsi que dans le secteur privé. Lors de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne en 2023, il a coordonné les travaux sur les droits fondamentaux et l'égalité de traitement, et a exercé la fonction de président du Groupe de travail sur les droits fondamentaux, les droits des citoyens et la libre circulation des personnes. Il a été nommé expert dans plusieurs enquêtes publiques portant sur les droits humains, la non-discrimination et les minorités nationales. Il est titulaire d'une maîtrise en droit (LL.M.) de l'Université de Stockholm, avec une spécialisation en droit international public et en arbitrage, ainsi que de formations complémentaires en administration des affaires et en science politique.

